

OPTION

Révolutionnaire

PRIX : 2 F.

جريدة مغربية
REVUE MAROCAINE

FÉVRIER. 1976

A PROPOS de l'Option Révolutionnaire au Maroc

La caractéristique essentielle de « L'option révolutionnaire au Maroc », rapport rédigé par le camarade Mehdi Ben Barka à l'occasion du IIe Congrès de l'U.N.F.P., apparaît dans l'aspect scientifique de l'analyse :

— Appréciation de l'étape et analyse objective des contradictions sociales.

— Rôle et nature du pouvoir « féodal-capitaliste ».

— Liens étroits entre la situation au Maroc, en Algérie, dans le monde arabe, dans le tiers-monde... La lutte de libération nationale au Maroc est donc avant tout une lutte anti-impérialiste qui nécessite la coordination et la solidarité avec l'ensemble du mouvement anti-impérialiste à l'échelle internationale.

— Autocritique de l'expérience passée et définition des tâches immédiates sur les plans idéologique et organisationnel.

Et par delà ses écrits, le camarade Mehdi Ben Barka a consacré sa vie à la mise en pratique de ses idées. Ainsi a-t-il participé activement dans la lutte de Libération contre le colonialisme, puis dans la lutte pour la démocratie et le socialisme, et contre le pouvoir réactionnaire marocain, avant de devenir un militant anti-impérialiste à l'échelle internationale (responsable essentiel au sein de la Tricontinentale).

Aujourd'hui, 20 ans après l'indépendance formelle et dix ans après l'enlèvement et l'assassinat du camarade Ben Barka,



nous trouvons dans son rapport « option révolutionnaire », une analyse encore conforme à la réalité quoique devant être approfondie et réadaptée aux exigences de lutte actuelles.

La pensée et la pratique du camarade Ben Barka constituent en fait une part importante des acquis de l'expérience de l'Union nationale des Forces populaires et

de l'ensemble du mouvement progressiste marocain.

Le journal « Option Révolutionnaire », instrument de lutte contre l'impérialisme et la réaction, se veut d'être dans le prolongement de ces acquis, mettant en relief les aspects positifs de l'expérience passée, et tirant les leçons de ses aspects négatifs.

SAHARA Marocain : VISÉES IMPÉRIALISTES ET LIBÉRATION AUTHENTIQUE

LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE ET TRAHISONS DU POUVOIR MAROCAIN

Historiquement, les masses populaires marocaines ont toujours lié la lutte contre la pénétration du colonialisme à la lutte contre ses alliés locaux.

Elles ont ainsi mené dans la province du Sahara des luttes aussi importantes que celles de la résistance armée dans l'Atlas, ou celles dirigées par Abdelkrim El Khattabi dans les montagnes du Rif. Nous pouvons en citer comme exemple glorieux l'action menée par Maa El Ainin qui a réussi à unifier les tribus du Sahara pour combattre aussi bien l'envahisseur étranger que ses alliés féodaux et à leur tête le sultan Abdelaziz réputé pour sa trahison et sa collaboration avec le colonialisme.

Ce soulèvement populaire a revêtu l'aspect d'une véritable insurrection armée qui a pris naissance dans le Sahara où elle a fait subir à l'ennemi de très grandes pertes ; ensuite elle s'est dirigée vers le nord (là où se trouvent les principaux foyers du colonialisme et de la féodalité) unissant sur son chemin les tribus des plaines et des montagnes dans une même lutte de libération.

Et c'est ainsi que Maa El Ainin entra en vainqueur à Marrakech où il déclara l'illégitimité du sultan Abdelaziz. Il continua par la suite la marche libératrice jusqu'au Tadla où il fut arrêté par les troupes coloniales du général Moinier, venues au secours d'un Makhzen (pouvoir) chancelant.

Mais la résistance populaire armée fut réorganisée par El Hiba (fils de Maa El Ainin) pour s'opposer à la pénétration coloniale au Sahara marocain. Et en effet, les masses populaires réussirent non seulement à contrecarrer cette pénétration mais à libérer à nouveau la ville de Marrakech.

Ces succès furent remportés dans le cadre de l'insurrection généralisée qu'a connue l'ensemble du pays en protestation contre l'acte du protectorat et son signataire : le Makhzen.

Les troupes coloniales n'ont pu contrecarrer le soulèvement populaire sous la direction d'El Hiba que grâce à la conspiration des caïds féodaux du sud. Ces derniers ont soutenu activement les troupes coloniales pour reconquérir Marrakech, après la bataille de Ben Guérir où les masses démontrèrent un grand héroïsme face à une armée coloniale munie des armes les plus modernes.

L'ensemble de ces luttes de libération dans le sud marocain, peut être comparé à la révolution populaire sous la direction d'Abdelkrim El Khattabi, révolution qui a su lier avec justesse et succès la lutte contre le colonialisme à celle contre son allié : la féodalité marocaine.

De plus, le processus de libération dans le sud, a revêtu un aspect unitaire authentique à travers les batailles de 1920, 1932 et 1936 menées en coordination avec les tribus algériennes et qui ont mis en relief le caractère artificiel des frontières fabriquées par le colonialisme.

Cette résistance populaire armée qui ne connut de trêve qu'après 20 ans de combats, trouvera son prolongement dans l'action menée par le Mouvement nationaliste marocain et son armée de libération nationale.

Les luttes menées par l'A.L.N. dans le sud (1958-1960) avaient pour objectifs non seulement de libérer le Sahara marocain, mais aussi de soutenir la révolution algérienne, dans la perspective de la libération de l'ensemble du Maghreb conformément à l'accord signé par les directions des trois mouvements de libération (Maroc, Algérie, Tunisie).

Les masses populaires dans le Sahara marocain répondirent avec enthousiasme à l'initiative de l'A.L.N. et mobilisèrent toutes leurs potentialités pour rejoindre ses rangs.

Ainsi, différentes victoires furent remportées à Dchira, El Arkoub, Taquel... puis dans la région de Ait Baamrane qui fut entièrement libérée permettant à l'A.L.N. d'encercler la ville d'Ifni.

Au moment même où l'A.L.N. remporte ces victoires importantes, le pouvoir réactionnaire marocain entama une série de complots visant à liquider le mouvement de libération dans la région. Et en parfaite coordination avec les colonialismes français et espagnol il réussit à noyauter l'A.L.N., et s'employa activement à soutenir l'armée coloniale espagnole pour la récupération d'Ifni.

Cette série de manœuvres fut conclue par la décision du pouvoir de liquider l'A.L.N. et d'emprisonner ses principaux dirigeants et militants.

Ainsi, le pouvoir réactionnaire marocain est-il historiquement responsable de l'abandon d'une partie du territoire national (Le Sahara) au profit du colonialisme espagnol. Et durant 19 années d'indépendance formelle, il a ignoré la libération du Sahara, de Sebta, Mellilia et des îles Zaffarines, se prononçant dans différents sommets et instances internationales pour « l'autodétermination du Sahara ».

PLANS IMPÉRIALISTES AU SAHARA MAROCAIN

Le grand intérêt accordé par l'impérialisme au Sahara marocain est suscité avant tout par l'importance de la région tant au niveau de la stratégie militaire qu'au niveau des matières premières.

Du point de vue stratégique, le Sahara marocain possède une façade de 1 500 kilomètres de côte atlantique susceptible de servir de base à la 6e flotte américaine.

Quant aux bases militaires américano-espagnoles, elles ont pour fonction de surveiller les peuples d'Afrique occidentale et du Maghreb ; ce qui complète le rôle joué par les bases américaines à Kenitra, Sidi Yahya, Bouknadel...

L'ensemble de ces bases constitue un important bastion impérialiste dirigé contre les peuples arabes et les peuples d'Afrique.

Du point de vue économique, les grandes richesses naturelles du Sahara marocain (phosphate, pétrole, fer...) font l'objet d'un pillage systématique de la part des sociétés impérialistes : Atlas, Texaco, Crupp, Transamerica...

Préserver à long terme ces intérêts stratégiques et économiques constitue le fondement de la stratégie de l'impérialisme. Or il est évident que la forme traditionnelle du colonialisme ne garantit plus ces intérêts à long terme. Aussi l'impérialisme s'emploie-t-il à mettre en place une forme néocolonialiste adéquate.

Dans ce contexte il semble qu'il avait pratiquement le choix entre deux solutions :

● Première solution : création d'un « Etat Sahraoui »

Ce pseudo Etat constituerait une entité sans lien avec la réalité de luttes historiques des masses populaires, et un instrument aux mains de l'impérialisme pour exécuter ses plans.

Pour justifier cette manœuvre, l'impérialisme a essayé d'utiliser un des plus importants acquis de la lutte des peuples : le principe de l'autodétermination.

En fait, dans l'intérêt même des peuples, ce principe ne doit pas être défendu d'une manière absolue ou dogmatique. Il s'agit avant tout de savoir si sa mise en pratique dans une situation donnée n'est pas en contradiction avec l'unité d'un même peuple et l'intégrité de son territoire national, et répond effectivement aux nécessités de la lutte anti-impérialiste. Or, il est incontestable que la création d'un pseudo Etat au Sahara marocain est une contradiction flagrante avec les acquis de la lutte unitaire, et constitue un grave coup porté à l'unité du peuple marocain ; de même qu'elle permet à l'impérialisme d'encercler et de contrôler tout pays progressiste dont les intérêts sont en contradiction avec les siens.

La nation arabe n'a d'ailleurs que trop souffert du plan impérialiste visant à créer des entités artificielles qui centralisent les richesses naturelles des peuples et constituent des pions de l'impérialisme dans la région (les émirats arabes).

● Deuxième solution : le partage du Sahara entre les deux alliés locaux de l'impérialisme : le pouvoir marocain et le pouvoir mauritanien.

Cette solution sert les mêmes intérêts précités et renforce la réaction locale en tant que chien de garde des intérêts stratégiques et économiques de l'impérialisme.

Le choix entre la première et la deuxième solution n'intéresse l'impérialisme qu'en second lieu, et dépend essentiellement de l'évolution de ses contradictions internes et du souci de satisfaire ses alliés locaux.

En optant pour l'une ou l'autre solution, il aura réalisé l'essentiel : instaurer le fait néo-colonialiste dans le Sahara marocain et donc préserver ses intérêts à plus long terme.

"LIBÉRATION" AU SERVICE DU NEOCOLONIALISME ET LIBÉRATION AUTHENTIQUE

Clarifier une situation dont les manœuvres et la propagande du pouvoir réactionnaire au Maroc, n'ont rendue que trop confuse nécessite au préalable d'élucider une contradiction flagrante entre deux notions de libération :

● La notion réactionnaire de « libération » qui tente d'utiliser une partie du territoire national encore occupée pour servir les intérêts néocolonialistes et dont le côté populaire n'est que folklore destiné à camoufler le marchandage en cours...

● Et la notion de libération authentiquement populaire. La notion réactionnaire telle qu'elle apparaît à travers les événements actuels, est incontestablement le reflet d'une expérience historique qui a duré 20 ans, et qui a débuté en 1956, année de l'indépendance formelle.

L'essentielle de l'attitude de la réaction au pouvoir réside dans la conviction de l'existence d'un lien organique entre les problèmes de libération du territoire et celui de l'évolution politique globale. Par suite, tout avantage acquis par les forces populaires ne manquera pas, à plus ou moins brève échéance, d'aboutir à la perte par le pouvoir du contrôle de toute la situation intérieure.

La considération de cet élément constitue sans doute le motif réel des concessions consenties par le pouvoir, sous soumission à la domination coloniale et à celle de l'impérialisme.

Tout cela se trouve illustré dans l'attitude constante du pouvoir depuis le compromis d'Aix-les-Bains en 1956 jusqu'aux accords du 14 novembre 1975.

Pour s'en convaincre, il suffit d'en rappeler quelques points essentiels :

● La mesure de dissolution qui avait frappé l'armée de libération du sud marocain ne constituait pas une mesure gratuite ou « pour unifier les forces armées »... En fait, le pouvoir considérait l'armée de libération comme une force populaire dont les motivations étaient de lier la lutte des peuples maghrébins. Et toute continuité de la lutte de l'armée de libération nationale signifiait la possibilité de réalisation de l'Unité maghrébine sur des bases populaires, ce qui est en contradiction flagrante avec le maintien de la domination politique de la féodalité.

(Suite p. 5)

Quelques Aspects de la Stratégie de l'Impérialisme dans la Nation Arabe

Les grandes victoires remportées par les peuples d'Asie contre l'impérialisme, grâce à une lutte héroïque qui a duré des dizaines d'années... ont obligé l'impérialisme à rechercher une voie de sortie de l'Asie, lui permettant de sauver son prestige, tout en laissant ses alliés dans un abattement total. De même, la dictature au Portugal constitua une brèche importante dans le dispositif impérialiste.

Ces importants échecs successifs ont amené l'impérialisme à s'implanter dans des régions nouvelles ; et ceci, dans le cadre « d'une révision générale de sa politique ». C'est ainsi qu'il se dirigea particulièrement vers la Nation arabe, vue son importance stratégique et économique.

• Sur le plan stratégique, la Nation arabe occupe des positions fondamentales ; en effet, elle peut contrôler des voies de communications internationales (Canal de Suez, Bab El Mendeb, le golfe arabe) ainsi que la Mer Méditerranée qu'elle domine sur toute la longueur de la côte africaine, présentant ainsi une façade face à l'Europe.

• Sur le plan économique, ses multiples richesses naturelles et en particulier le pétrole attirent les convoitises des sociétés multinationales. De plus, les revenus du pétrole (60 milliards de dollars) qui se déversent en permanence dans les banques américaines et d'Europe occidentale, sont utilisés pour résorber l'inflation engendrée par la crise du capitalisme et pour faire avorter et contrecarrer les luttes de la classe ouvrière qui se développent particulièrement dans le sud de l'Europe (Portugal, France, Italie, Espagne).

Par la densité de sa population (130 millions d'habitants environ) la nation arabe constitue pour les monopoles impérialistes, un important marché pour la consommation des produits manufacturés.

Le mouvement de libération arabe, en alliance avec le mouvement socialiste, avait réussi à faire face aux précédentes tentatives impérialistes visant à dominer la région par l'intermédiaire du Pacte de Bagdad et du Pacte islamique.

Mais, il s'avère que l'impérialisme, tirant les leçons de ses multiples échecs, s'oriente désormais vers une révision de sa politique ainsi conçue :

• Généraliser les procédés néo-colonialistes pour suppléer la voie archaïque de la colonisation directe

à travers « la voie libérale », sans concessions majeures dans le domaine stratégique et en garantissant le pillage économique à long terme.

• Encercler les mouvements de libération et prévenir les changements radicaux en remplaçant les régimes d'extrême droite (susceptibles d'engendrer ces changements) par des régimes plus « libéraux », et c'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les changements intervenus en Ethiopie, en Grèce (et qui peuvent survenir dans d'autres régions) et les tentatives de dompter la révolution portugaise et de la jeter dans le giron de la deuxième internationale.

C'est dans cette orientation (et sachant qu'« Israël » est membre actif de la deuxième internationale) que l'impérialisme américain essaie de servir sa stratégie dans la nation arabe à travers la réalisation des objectifs suivants :

1. - Créer et renforcer une bourgeoisie compradore au service des intérêts impérialistes, ce qui ne lui coûterait que de réinvestir sur place une partie des revenus du pétrole arabe.

2. - Au nom du développement de la région, lier organiquement « l'état sioniste », en tant qu'élément avancé du point de vue capitaliste et technologique, avec cette bourgeoisie, et combiner ainsi l'objectif de contrôler la région par l'intermédiaire d'un bastion armé (« Israël ») avec celui de la dominer par des moyens capitalistes (technologie, investissements, etc.). Dans ce cadre, l'impérialisme s'emploie à pousser les partis libéraux dans la nation arabe pour parfaire cette liaison organique et s'adapter aux « nouvelles règles du jeu ». Ceci aura inévitablement des retombées positives au niveau de la politique « d'entente israélo-arabe ».

3. - Inserrer la région entre le capitalisme occidental et l'impérialisme américain qui doit *rester la direction unique* de la stratégie impérialiste au niveau international.

Ainsi, ce dernier ne pourrait tolérer la formation d'une seule direction indépendante pour toute la nation arabe ; pour lui, la pluralité des directions est un facteur de subversion.

4. - Eloigner l'Union Soviétique, allié objectif du mouvement de libération arabe et soumettre la Mer Méditerranée avec ses deux façades européenne et arabe à sa domination totale.

5. - Dominer l'ensemble des voies de communication : Bab El Mendeb (qui relie la Mer Rouge à l'Océan Indien) le Canal de Suez (Mer Rouge - Mer Méditerranée, Gibraltar, Océan Atlantique - Mer Méditerranée), et faire de ces voies un monopole pour sa flotte militaire et commerciale.

Tous ces objectifs sont évidemment au service de la stratégie de pillage systématique des richesses naturelles arabes. Dans ce cadre, l'impérialisme a réussi effectivement un premier pas dans la concrétisation de ses visées en réalisant le « lien » avec le régime égyptien ; celui-ci s'est exclu de la lutte de libération nationale, créant ainsi une brèche de taille dans le Front anti-impérialiste et participant objectivement au plan impérialiste de liquidation de la révolution palestinienne. En effet, l'accord du Sinaï, par lequel le régime égyptien a abandonné le principe même de la récupération de l'ensemble des terres spoliées et qui a permis à l'impérialisme d'installer des bases d'espionnage extrêmement dangereuses, a, en fait, réalisé les objectifs que n'a pu atteindre la guerre d'agression de 1967.

Afin de réaliser ces visées, l'impérialisme s'emploie à disperser les forces hostiles à sa stratégie, visant ainsi à changer la nature de la lutte et à effacer les acquis d'une expérience de 20 années de combat contre le sionisme et l'impérialisme américain et à éteindre les foyers révolutionnaires apparus durant cette période et en particulier la révolution palestinienne et celle d'Omane. De même, il s'emploie à frapper l'alliance du mouvement de libération arabe et les pays socialistes.

Actuellement, l'impérialisme s'intéresse essentiellement à la révolution palestinienne qui est une cause nationale juste et qui a remporté des victoires importantes non seulement sur le plan de la lutte armée mais également au niveau politique et diplomatique.

Ainsi, après la boucherie d'Amman (1970) qui a néanmoins démontré l'impossibilité de liquider la Révolution palestinienne d'un seul coup, l'impérialisme a adopté la tactique de l'encercllement et de la liquidation progressive. C'est en cela que réside le sens des événements actuels au Liban.

Le renforcement du mouvement de Libération arabe, son regroupement autour de la révolution palestinienne et la révolution d'Omane, son alliance avec les pays socialistes et sa solidarité avec la classe ouvrière des pays capitalistes... constituent la réplique capable de faire échec aux visées impérialistes et d'ouvrir la voie à une libération véritable.

"CONFLIT CONFESIONNEL" AU LIBAN ?

Les événements sanglants qui se déroulent au Liban depuis plusieurs mois et à travers lesquels l'impérialisme cherche à consolider le confessionnalisme et à accentuer les séparatismes, ne sont en réalité que l'expression d'une situation économique et sociale complexe sous-tendant des intérêts et des choix contradictoires.

LES ORIGINES ECONOMIQUES DE LA LUTTE CONFESIONNELLE

La prospérité relative que connaît l'économie libanaise résulte de l'évolution survenue dans la nation arabe dans le domaine de la production pétrolière. Dans ce cadre, le Liban joue un rôle important dans le commerce, l'échange et l'activité bancaire en tant que « trait d'union entre l'Occident et l'Orient ». De ce fait, les structures économiques libanaises ont connu une nette évolution vers le capitalisme ; ce qui a donné naissance et a développé une classe bourgeoise qui contrôle le capitalisme libanais. Cependant, ces changements ne sont que le résultat de facteurs extérieurs (insertion du Liban dans le Marché international) et n'ont pas engendré des transformations sociales importantes de sorte que la société libanaise reste encore dominée par le confessionnalisme et par des relations sociales semi-féodales imbriquées à des rapports de

production capitalistes. Et l'on constate que le capital libanais est détenu fondamentalement par une grande proportion de chrétiens (catholiques et orthodoxes) ; les phalanges, d'idéologie fascisante, étant considérés comme l'expression politique de cette classe dominante. Quant aux chrétiens maronites, ils représentent la majorité de la classe moyenne. Pour ce qui est des autres confessions musulmanes (Chiïtes, Sunnites, Druzes, etc.) et dont la majorité figure parmi les masses exploitées, elles sont représentées politiquement par les forces patriotiques et progressistes. A ceux-ci s'ajoutent environ 417 000 palestiniens, dépourvus de droits nationaux et sociaux.

Par son caractère anti-impérialiste et son alliance naturelle avec le Mouvement de Libération arabe, la révolution palestinienne constitue un danger aux yeux de la classe dirigeante qui veut maintenir le Liban dans le prolongement de l'Occident.

DEPASSEMENT DU CONFESIONNALISME ET ALLIANCE DES FORCES PATRIOTIQUES ET PROGRESSISTES AU SEIN D'UN FRONT UNI

A travers cet aperçu succinct des véritables contradictions de la société libanaise, il apparaît que le clivage confessionnel n'est en réalité qu'un paravent dont

on se sert pour masquer les conflits économiques et sociaux. C'est d'ailleurs ce qu'ont confirmé les luttes de la classe laborieuse ces dernières années qui ont contribué à affaiblir le pouvoir des confessions et à unir les exploités, quelque soit leurs appartenances religieuses, dans une même lutte contre les exploités. De même, ces combats ont réussi à consolider le Front Patriotique et Progressiste (Parti communiste, Baass, Mouvement nassérien, Parti socialiste et progressiste). Ainsi, les clivages confessionnels ont commencé à s'amenuiser même chez les maronites qui appartiennent à la classe moyenne ; ceci, du fait que la situation de cette classe a connu une nette dégradation, conséquente à la crise du capitalisme internationale ; un courant réformiste, apparu au sein de cette classe, a abandonné l'alliance avec les phalangistes pour rejoindre le Front patriotique progressiste.

Quant à la Révolution palestinienne, elle a effectivement réussi à unir les masses libanaises comme en témoignent les importantes manifestations de soutien à la Révolution palestinienne qu'a connues le Liban. La mobilisation des masses et l'alliance de la Révolution palestinienne avec le Front patriotique et progressiste a effectivement ouvert des perspectives positives pour le peuple libanais et a donné à la Résistance palestinienne un nouvel élan malgré les complots de l'impérialisme et de ses alliés locaux.

(suite p.4)

LE COMLOT IMPERIALISTE

L'objectif premier de l'impérialisme qui vise à s'implanter dans la nation arabe est sans nul doute, la liquidation de la Révolution palestinienne en l'isolant de son environnement naturel populaire. Dans ce but, l'impérialisme s'emploie à dénaturer et à masquer la véritable lutte en la remplaçant par un conflit confessionnel en vue de balkaniser le Liban et étouffer la Révolution.

Après qu'Israël eût entamé ce plan par des raids successifs sur le sud Liban, (essayant de créer une contradiction artificielle entre palestiniens et libanais) le rôle essentiel et dynamique est revenu aux Phalanges, en coordination avec la réaction arabe. Ainsi, le pouvoir égyptien a déclaré que « le conflit a pour origine des luttes entre palestiniens et libanais », quant au régime jordanien, il joue un rôle important dans l'armement et l'entraînement des Phalanges. D'un autre côté, ce

n'est pas un effet du hasard si la révolution du Dhofar et du Yemen du sud s'expose à l'agression armée de l'Iran, la Grande-Bretagne et la Jordanie réunis.

Afin d'atteindre ses buts séparatistes, l'impérialisme s'acharne à compliquer la situation, à masquer les véritables causes de la lutte et à prolonger le désarroi et les massacres pour imposer, sur des bases confessionnelles, le partage du Liban comme seule solution « garantissant la paix et la stabilité » ! C'est ainsi que les forces réactionnaires et d'extrême droite ne posent plus le principe de partage comme moyen de pression mais œuvrent désormais pour la réalisation de deux pseudo-états : l'un chrétien, l'autre musulman. Quant à « Israël », il voit dans la création de ces entités un facteur positif lui permettant de faire oublier sa particularité d'un état fondé sur des bases religieuses et racistes. Il œuvre, de son côté, pour réaliser le projet « d'indépendance administrative » de la rive occidentale du Jourdain et pour mettre comme alternative à l'O.L.P., « une direction palestinienne mo-

dérée ». Dans ce cas, le plan impérialiste sera complété par le regroupement de ces trois pseudo-états (Juifs, Chrétien, Musulman) dans un cadre fédéral, ceci après avoir porté des coups mortels à la Révolution palestinienne...

Cependant, c'est avec conscience et fermeté que la révolution palestinienne et le Front patriotique progressiste font face à ce plan criminel. Les combattants palestiniens ont, en effet, montré de grandes capacités dans le combat, au moment même où la Révolution palestinienne remporte de grandes victoires politiques et diplomatiques. Par leur combat unitaire, les masses exploitées, chrétiens y compris, dépassant leurs appartenances, confessionnelles, ont dénoncé le projet de partage et se sont mobilisées pour contre-carrer le plan impérialiste.

Cette mobilisation nécessite la solidarité de l'ensemble des forces anti-impérialistes dans le monde afin de soutenir le peuple palestinien et les masses libanaises.

Bases militaires américaines au Maroc

Les bases militaires impérialistes au Maroc, représentent un grave danger, non seulement pour notre peuple, mais pour l'ensemble des peuples arabes et africains.

Il n'est qu'à étudier de près l'importance de ces bases et leurs fonctions pour se convaincre de la gravité de ce danger.

C'est ce que nous nous proposons de faire ici, en nous limitant à trois bases militaires U.S. : Kénitra, Sidi Yahya, et Bouknadel.

La base de Kénitra : La création de cette base aéro-navale remonte à la seconde guerre mondiale. Elle est actuellement utilisée pour les besoins de l'aviation U.S. et de la 6^e flotte. Sa superficie est de près de 90 km². On y trouve armes et matériel suivants :

- avions de combat de type F-86, F-104, F-111, F-101 ;
- pièces de rechange pour toutes sortes d'armes ;
- dépôts d'armes, de munitions, de carburant et de ravitaillement ;
- défense aérienne : radar et fusées diverses ;
- des centaines de chars ;
- station de collecte de l'information à travers les satellites espions ;
- casernes pouvant contenir au total jusqu'à 30.000 soldats.

Cette base abrite aussi un terrain d'entraînement pour les unités spéciales anti-guérilla.

La base de Sidi Yahya : Elle abrite essentiellement des dépôts d'armes et de munitions, une station radar et une importante station de télégraphe.

La base de Bouknadel : Elle est considérée comme l'une des plus importantes stations de télécommunications des forces navales américaines. Equipée de manière moderne, elle est en contact permanent avec la 6^e flotte U.S. qui mouille en mer méditerranéenne.

L'ensemble de ces bases constitue un complexe militaire qui n'a rien à envier aux plus puissantes bases militaires U.S. dans le monde. Sans compter les stations de télécommunication relevant des forces aéro-navales U.S. qui existent à Casablanca, Meknès et Marrakech. Sans parler non plus du fait que le pouvoir marocain a autorisé les Etats-Unis à disposer de l'aéroport de Nouaceur (Casablanca) « ...au cas où la situation internationale se dégraderait... », selon les termes mêmes de l'accord signé le 19 avril 1966.

Ces bases militaires possèdent un statut spécial en ce sens qu'elles ne sont pas considérées comme faisant partie du territoire national. Elles bénéficient

de l'entière liberté de circulation des marchandises et des hommes, sans ingérence aucune de la part de l'Etat marocain. Les officiers et les soldats américains (dont le nombre serait de 3.400, selon une déclaration de David Newson, conseiller auprès du secrétaire d'Etat) bénéficient de l'immunité diplomatique et ne dépendent en aucun cas des lois marocaines.

De la surveillance des peuples du monde arabe et d'Afrique... à l'intervention directe.

Les bases militaires U.S. au Maroc ne servent pas seulement à la surveillance des peuples de la région, mais aussi et surtout à l'intervention armée contre les forces vives de ces peuples en lutte contre l'impérialisme. A titre d'exemple, rappelons le rôle joué par la base de Kénitra pour appuyer la sécession biafraise, dans le même sens qu'elle a appuyé la réaction congolaise pour combattre Lumumba et les patriotes congolais.

En 1970, la base de Kénitra a accueilli des unités de commandos parachutistes américains aux fins d'entraînement et d'apprentissage de la langue arabe, dans le cadre de la préparation de l'occupation du Liban. Cette base a accueilli aussi des avions Phantoms, rescapés de la guerre du Vietnam. Une fois réparés, ces derniers furent envoyés en Israël pour être utilisés dans les raids contre la Syrie et le Liban, et ensuite, contre la Syrie et l'Egypte en octobre 1973.

Lorsque Schlesinger, secrétaire à la défense U.S. menaça en septembre 1974 les pays arabes producteurs de pétrole, les bases U.S. au Maroc comme ailleurs furent mises en état d'alerte. Quand Kissinger proféra les mêmes menaces quelques temps après, la 6^e flotte procéda à des manœuvres militaires en méditerranée et le porte-avions « Saratoga » transportant 5.000 marines mouilla à Kénitra.

La base de Kénitra est utilisée aussi en permanence comme pont de liaison dans les opérations de ravitaillement militaire d'Israël. Les armes sont transportées à bord des bateaux « Lash-Turky » et « Lash-Italy », ainsi qu'à bord des avions de transport qui décollent de la base militaire U.S. de Rotta à Cadix en Espagne. Ces avions servent aussi à inspecter les régions arabes au profit des Etats-Unis et d'Israël.

A côté du rôle direct que jouent ces bases au niveau militaire, leur rôle au niveau politico-économique n'en est pas moins négligeable, et représente autant de danger que le premier.

Le commandement de ces bases est en liaison directe avec l'ambassade U.S. à Rabat, et par là même avec les services de sécurité militaire et la C.I.A. Cette liaison n'a pour but que de coordonner les activités de surveillance au niveau politique, économique et militaire. Les bases sont dotées

du matériel et des moyens nécessaires pour réussir ces diverses tâches : les appareils électroniques les plus modernes pour capter et émettre l'information, imprimeries, matériel de falsification de documents, etc.

La présence des bases militaires U.S. au Maroc est indissociable des options pro-impérialistes du régime marocain. L'impérialisme influe dans une large mesure sur la politique intérieure et extérieure marocaine. Et ce n'est pas un hasard si Kissinger fait du pouvoir marocain le publiciste des plans américains au sein du monde arabe : l'aide économique américaine aux arabes dont le régime marocain se fait le défenseur, ne vise en fait qu'à étendre la mainmise impérialiste sur le monde arabe et ses richesses. Le zèle du régime marocain à défendre l'impérialisme américain est arrivé à un tel point que Rockwell - ex - ambassadeur U.S. à Rabat — a déclaré que « le Maroc a un rôle particulier à jouer au sein de la politique étrangère des Etats-Unis ».

Un programme pour accroître la présence militaire américaine au Maroc.

Le régime réactionnaire marocain, conformément à sa nature n'est pas le moins du monde préoccupé par la défense de l'intégrité territoriale et encore moins à mettre fin à la présence militaire étrangère dans notre pays. Bien au contraire, il veut l'augmenter.

En 1971, le régime marocain a approuvé un programme dont le but est d'élargir les bases militaires U.S., par la construction de nouvelles casernes tout en procédant à la réfection et à la modernisation des anciennes. Le budget des Etats-Unis comporte un compte relatif aux dépenses nécessitées par l'application de ce programme.

En 1974, le régime marocain déclare officiellement qu'il est prêt à accorder à l'impérialisme deux bases militaires au Sahara.

Non content de tout cela, l'impérialisme U.S. veut encore s'approprier :

- une base navale à Al-Hoceïma ;
- un terrain pour hélicoptères militaires à Tétouan ;
- l'élargissement du port de Sidi Ifni pour y établir une base de sous-marins.

Ces dernières demandes ont été formulées au Cabinet Royal par l'amiral Tournell, lors des négociations qui ont eu lieu du 1^{er} au 14 novembre 1974.

L'ensemble des bases militaires impérialistes qui se trouvent à Ceuta, Kénitra, Sidi Yahya, Bouknadel et au Sahara marocain, représente une véritable arme dirigée contre le peuple marocain et une atteinte à sa souveraineté nationale. De même qu'il représente une menace constante contre les peuples arabes et africains.

L'existence de ces bases militaires impérialistes au Maroc prouve encore une fois si besoin est, la servilité du régime marocain à l'impérialisme et son acquisition totale à la défense des intérêts impérialistes au Maroc.

"SAHARA MAROCAIN" - Suite

D'autre part, le maintien de l'armée de Libération donnerait à la lutte marocaine une avant garde armée et des perspectives authentiquement populaires. C'est pour cette raison que le pouvoir qualifiait le comportement de l'armée de libération de « Républicain ».

• De même l'établissement des relations de paix et de bon voisinage avec l'Espagne se rattachait au principe de conclusion de compromis et de marchandages entre les deux régimes : le fascisme espagnol et la féodalité marocaine, ce qui est largement illustré lors des négociations secrètes pour la livraison des deux militants de l'U.N.F.P., Mohamed Ajar et Ahmed Benjelloun : une partie du territoire national contre des réfugiés politiques !

• Lorsque le pouvoir souleva la question du Sahara marocain dans le discours officiel du 8 juillet 1974, nous retrouvons la même conception : « Dans le cas où vous rendriez au Maroc sa souveraineté sur le territoire, nous serions prêts à mettre à votre disposition des bases militaires pour un durée déterminée. » ... « Si les richesses aussi bien minières que sous-marines vous intéressent, le Maroc est disposé à conclure des accords pour s'associer avec vous en vue de l'extraction et de la commercialisation de ces richesses. »

Quant à la notion de libération populaire, il n'y a pas de doute que c'est grâce à elle que la prise de conscience politique chez les masses s'est à la fois élargie et approfondie à travers sa mise en pratique pendant l'expérience de la lutte de libération armée avortée. Cette expérience, avortée par les complots féodalo-impérialistes, avait pour but, non seulement la liquidation totale du colonialisme, mais également de jeter les bases de l'unité des peuples du Maghreb. D'ailleurs, la naissance du Mouvement national était motivée par ce même esprit unitaire concrétisé par la création de « L'Etoile de l'Afrique du nord » et du « bureau du Maghreb Arabe ».

La leçon à tirer de cette expérience est que la lutte pour la souveraineté nationale est indissolublement liée à la lutte contre le néocolonialisme et ses alliés locaux ; c'est cela même qui donne à la notion de libération populaire ses perspectives sociales et économiques.

La question se pose alors de savoir comment chacune des deux notions contradictoires de libération s'est traduite au niveau des événements actuels ?

LES MANŒUVRES DU POUVOIR MAROCAIN

Le pouvoir réactionnaire au Maroc — qui garde l'initiative jusqu'à présent — ne s'est pas contenté en organisant la « marche verte » de prendre comme point de départ le principe de marchandage, mais il a aussi dénaturé l'objet de la confrontation (le colonialisme espagnol et l'impérialisme) en procédant par diversion et en encourageant des problèmes à caractère secondaire et artificiel.

Ainsi, au moment même où les masses populaires démontrent leur conviction et leur mobilisation totale pour la cause de la libération, les représentants des pouvoirs marocain et espagnol tenaient leurs réunions au siège de l'ambassade des Etats-Unis en Espagne, en vue d'établir des accords de marchandage entre le régime marocain et l'impérialisme. Signalons au passage que ces réunions ont eu lieu après la visite au Maroc et en Espagne d'Atterton, un des principaux collaborateurs de Kissinger.

Si pour le pouvoir au Maroc, la « libération » signifie les concessions, le partage et la soumission à l'impérialisme, elle garde pourtant un côté essentiel lié à l'évolution politique interne. Et la « marche verte » elle-même, n'avait en fait que les buts suivants :

• mettre à profit l'enthousiasme et le sentiment national profond des masses populaires pour les dévier et les orienter dans une direction contraire à leurs aspirations pour une véritable libération nationale.

Quelle autre signification donner au fait que ces masses soient appelées, mobilisées pour le combat contre le colonialisme, mais privées d'organisation et de moyens ? Quelle signification accorder au fait de tenir à l'écart les militants des organisations nationales et progressistes et encadrer la « marche » par la police et les agents de renseignements, alors même que l'armée s'est vue interdire toute intervention directe.

• Exploiter les résultats de la marche verte en vue de reconquérir la confiance de l'impérialisme, en même temps qu'arracher aux organisations poli-

tiques nationales la reconnaissance de sa légitimité, et consacrer ainsi le régime qu'a connu le Maroc depuis l'indépendance formelle.

Ainsi au nom de « l'ouverture », le régime au Maroc projette à nouveau de falsifier la démocratie aux moyens d'élections formelles et d'institutions constitutionnelles du même modèle que celles déjà connues dans le pays. Et dans cet ordre d'idées, on pense déjà à la création d'un parti électoraliste sous le nom « d'amicale des participants à la marche verte ». Ce qui confirme la continuité des mêmes pratiques d'autrefois, que le pouvoir n'est pas prêt à changer.

De même, le pillage économique des masses populaires et la dégradation constante de leurs conditions de vie, ainsi que la recrudescence de la répression sous toutes ses formes pendant l'euphorie même de « libération », apportent la preuve que la période « post libération » ne sera guère fondamentalement différente.

Tout en liant la récupération du Sahara marocain aux problèmes politiques internes, le pouvoir réactionnaire cherche à présenter aux masses populaires une solution impérialiste concernant l'ensemble du pays sous forme d'une grande victoire et reconstituer ainsi le même climat qui avait régné lors de la proclamation de « l'indépendance », il y a 20 ans ; autrement dit consacrer la domination des anciennes puissances coloniales avec tout ce que cela comporte comme éléments de marchandage et « d'axes prioritaires ».

De leur côté, les puissances impérialistes qui ont à cœur de préparer les conditions d'avenir des peuples du Maghreb, ont réussi en fait à apaiser les contradictions principales et en attiser d'autres à caractère artificiel, visant à briser l'unité des peuples du Maghreb.

POUR UNE VERITABLE LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

En revanche, si la notion de libération populaire avait prévalu, le dialogue entre nations algérienne et marocaine aurait abouti à un combat unitaire contre l'impérialisme, au lieu des luttes fratricides et du dialogue avec l'impérialisme. Ce dernier s'est malheureusement érigé en arbitre, et c'est autour de lui que la solution de tous les problèmes se cherche ; autrement dit, il est devenu l'interlocuteur principal et préféré.

Dans cette même condition d'option pour une véritable libération, les organisations nationalistes et progressistes maghrébines se seraient solidarisées dans une véritable alliance, alternative réelle aux « ouvertures » apparentes et artificielles. Et le dialogue entre les représentants des masses populaires aurait abouti à soutenir le peuple marocain dans sa lutte de libération nationale, et préparer ainsi les conditions de l'unité authentique : celles des masses laborieuses.

Ainsi toute prise de position progressiste responsable doit avoir en vue les intérêts communs des peuples exploités et contribuer à approfondir leur perspective unitaire. *Tout autre vision qui encourage le chauvinisme et contribue à la division et à la création d'entités artificielles, joue objectivement le jeu de l'impérialisme quelles qu'en soient les justifications ou les prétextes.*

Par ailleurs, l'option de libération authentiquement populaire (qu'il s'agisse du Sahara, ou de Ceuta, Mellilia et les îles Zaffarines) est organiquement liée à la lutte contre l'exploitation impérialiste qui est le pain quotidien de l'ensemble du peuple marocain, et contre le pouvoir réactionnaire marocain, allié fidèle de l'impérialisme. Aussi, la lutte populaire pour la libération de territoires occupés, nécessite la réalisation de conditions minimales suivantes :

— mettre fin aux procès politiques en cours ;

— Imposer la libération de tous les prisonniers politiques qui remplissent aussi bien les prisons officielles que les lieux de détentions secrètes ;

— Imposer la liberté d'expression de la presse qui ne cesse de faire l'objet de saisies arbitraires.

— Créer des circonstances favorables pour imposer une démocratie authentique qui rompt avec la pratique habituelle des élections falsifiées.

Conquérir ces revendications nécessite des sacrifices, car ce sont des acquis qui ne peuvent être octroyés de la part d'un pouvoir féodalo-capitaliste. Et l'expérience nous a enseigné que les « ouvertures » provisoires et artificielles du régime ne sont que pure démagogie.

Il n'y a donc pas d'autre voie pour la libération authentique que celle de la mobilisation de l'ensemble des forces nationales et progressistes pour démasquer les visées impérialistes et leur faire échec, et pour dénoncer et isoler le pouvoir antinational marocain ; et ce serait une grave erreur stratégique que de considérer ce pouvoir comme partie intégrante des forces nationales sous prétexte que la contradiction principale est avec le colonialisme...

Réaliser la souveraineté nationale marocaine par la libération de tout le Sahara, de Ceuta et des îles Zaffarines est une cause nationale juste pour laquelle ont lutté les masses populaires que ce soit dans le cadre de la résistance armée (Maa El Aïnin, El Hiba, Abdelkrim, El Khattabi, l'A.L.N.) ou dans le cadre de la lutte politique menée par l'ensemble du Mouvement nationaliste et progressiste au lendemain de « l'indépendance ».

Et jusqu'à un passé récent, lorsque la cause de la libération était à la portée des masses laborieuses et concernait les peuples au premier degré (et non pas les gouvernants et les instances internationales comme dans la comédie actuelle) nous avons assisté à un exemple de lutte commune pour la libération et l'Unité de l'ensemble des peuples du Maghreb.

A FES :

procès contre 47 militants

Depuis que la mobilisation pour la libération du Sahara a été proclamée, plusieurs procès politiques se succèdent dans tout le pays : à Agadir, à proximité du Sahara, à Oujda, Settlat, Fez... et l'on parle encore de nouveaux procès en préparation. A ceci, s'ajoutent la liquidation physique de certains officiers l'arrestation à nouveau du militant Houcine Elmanouzi, le mutisme total sur son sort et dernièrement l'assassinat du militant Omar Bengelloun.

Quant au procès fallacieux qui s'est ouvert à Fez, il fait comparaître 47 militants de plusieurs régions du Maroc (Oujda, Beni Mellal, Elhoceima, Ksar Souk, Fez), et de différentes couches sociales : ouvriers, paysans, étudiants, fonctionnaires et enseignants. Arrêtés et enlevés depuis le début de 1974, détenus illégalement depuis cette date, ces militants viennent d'être déférés à la prison civile de Aïn Kadous à Fez.

Par ce procès, le pouvoir réactionnaire marocain démontre, une nouvelle fois, sa politique de répression systématique et son aversion totale aux aspirations des masses populaires ; ceci, malgré sa propagande mensongère au sujet de « l'ouverture » et de la « libération ».

UNE GRANDE PERTE POUR LE MOUVEMENT PROGRESSISTE MAROCAIN

Le Mouvement progressiste marocain a perdu dans le martyr Omor Bengelloun l'exemple du militant luttant sans relâche et consentant tous les sacrifices dans la voie de la Libération et de la démocratie.

Il fut l'exemple du militant dévoué à la cause des masses populaires, et de l'intellectuel qui a toujours lié ses idées à la pratique quotidienne. Ainsi, il participa à la lutte contre le colonialisme sous ses formes ancienne et nouvelle et acquit une grande popularité grâce à ses positions radicales devant toutes sortes de défit.

— Durant ses études à Paris, il se distingue à la tête de la jeunesse marocaine qui militait pour populariser la cause nationale.

— A la création de l'Union nationale des Forces populaires, il organise le Mouvement du 25 janvier parmi les étudiants et les ouvriers marocains en France.

— Il est responsable du Parti à Paris, membre de la Commission administrative de l'Union nationale des Etudiants du Maroc (U.N.E.M.) et président de l'Association des Etudiants musulmans nord-africains en France (A.E.M.N.A.F.).

— Militant syndicaliste au sein de la classe ouvrière marocaine, il fut incarcéré, en 1961, lors de la grève des P.T.T.

— Victime de la campagne de répression dirigée contre l'U.N.F.P. en juillet 1963, il fut condamné à mort au procès de Rabat en 1964.

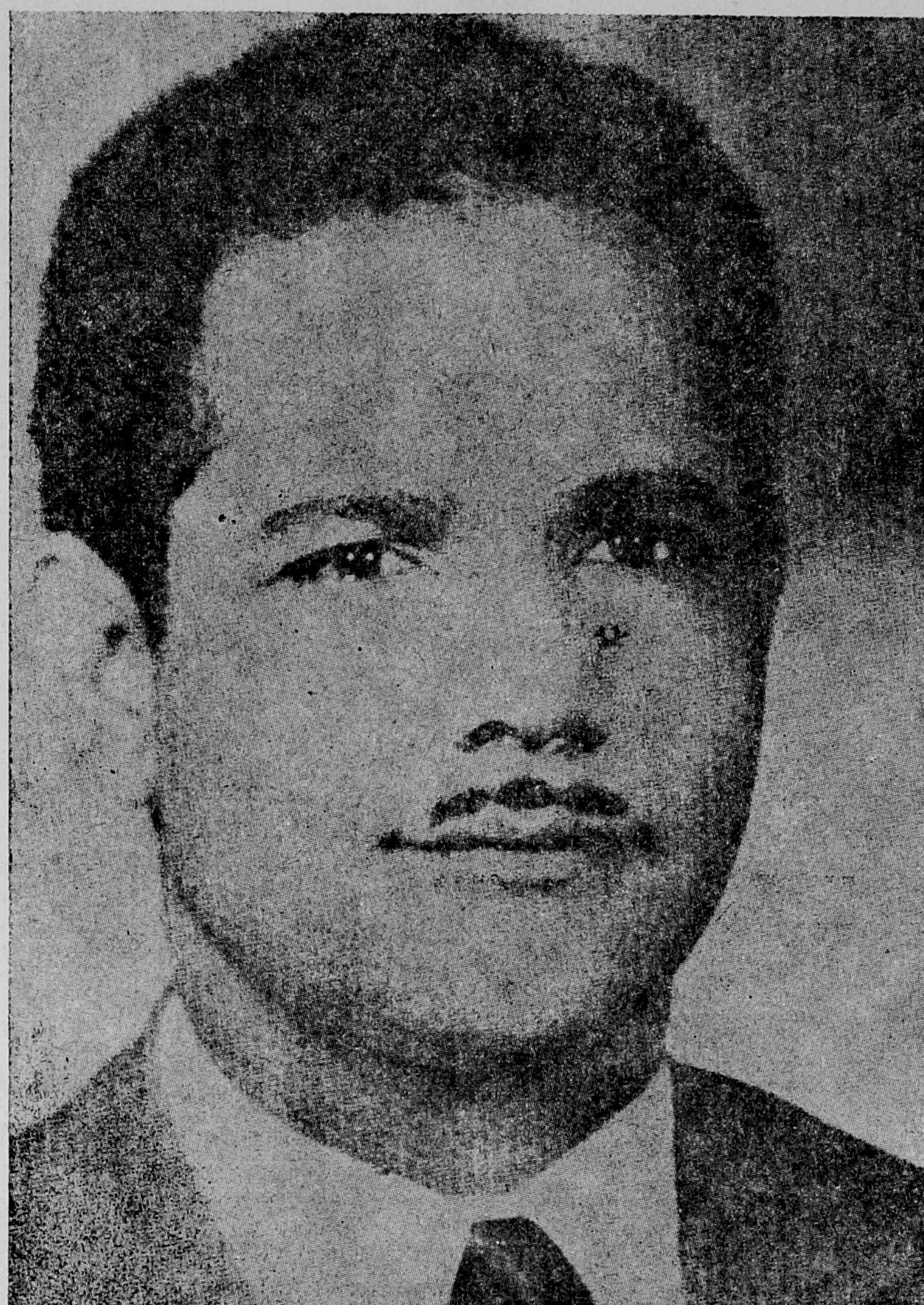
— Libéré en avril 1965, après le soulèvement populaire de Casablanca, il fut détenu encore une fois en 1966, pendant un an et demi.

— Libéré en 1968, il poursuit son activité militante avec son dynamisme habituel.

— Détenu en mars 1973, il fut jugé au procès de Kénitra après avoir subi les pires tortures.

— Acquitté, il fut enlevé à nouveau à sa sortie de prison.

— Libéré à nouveau, il fut assassiné le 18 décembre 1975 après avoir participé activement à la campagne pour le Sahara marocain en tant que membre du Bureau politique de l'Union socialiste des Forces populaires.



ETRANGES COINCIDENCES

Si l'on observe le processus de répression dirigée contre les militants marocains, on remarque que la répression la plus dure (exécution, assassinats) a toujours eu lieu soit dans une conjoncture d'« ouverture » où l'opinion publique est mise en confiance, soit à l'occasion de la mobilisation pour une cause sacrée qui préoccupe l'ensemble de l'opinion publique. En voici des exemples :

— Dans la conjoncture de l'« ouverture » : libération de certains militants dont Omar Bengelloun et exécution de 14 autres militants de l'Union nationale des Forces populaires, le 28 mars 1965.

— Négociation avec tout le Mouvement politique pour résoudre les problèmes du moment et assassinat du camarade Mehdi Ben Barka, le 29 octobre 1965.

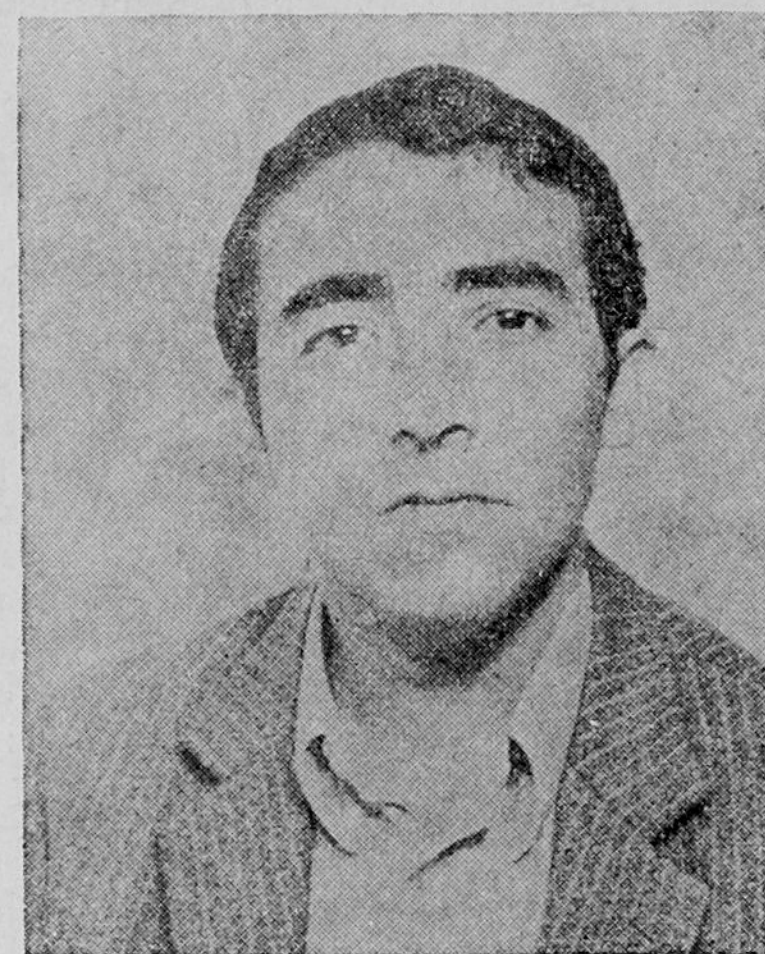
— Nouvelles négociations : exécutions d'officiers le jour de fête (Aïd Eladha) et, le même jour, envoi de colis piégés à des militants dont Omar Bengelloun le 13 janvier 1973.

— Lors de la mobilisation pour la cause palestinienne et de la participation de l'armée marocaine dans la guerre d'octobre : exécution du militant Omar Dahkoun et de ses 14 camarades.

— Au cours des discussions avec les responsables politiques du Mouvement progressiste à propos de la question du Sahara : exécution de sept autres militants de l'U.N.F.P.

— Mobilisation de l'opinion publique et de tout le Mouvement nationaliste et progressiste pour le problème du Sahara et assassinat du militant Omar Bengelloun, la semaine du jour de fête (Aïd Eladha) à quelques jours de la libération de plusieurs militants.

**Sauvons la vie
du militant
EL MANOUZI
Lahoucine ben Ali**



Il y a six mois que le militant Houcine Elmanouzi a tenté de s'évader de son lieu de détention en compagnie de plusieurs officiers parmi lesquels le sergent Akka qui fut liquidé par les forces de répression.

Cette tentative d'évasion confirme que le militant Elmanouzi était entre les mains du pouvoir depuis 1972, date de son enlèvement de Tunis. Durant toute sa période de détention et même après qu'il fut repris en juillet 1975, le pouvoir marocain a gardé un silence complet à son sujet.

Quant au pouvoir tunisien, il n'a pas délimité sa responsabilité dans l'enlèvement même après avoir reçu une lettre de la part de la famille du militant Elmanouzi, lui demandant d'intervenir pour sauver la vie de son fils.

Tout cela montre la gravité de la situation dans laquelle se trouve le militant Elhoucine et confirme la nécessité de renforcer la campagne de solidarité et de mobilisation pour sauver sa vie et clarifier les conditions de son enlèvement de Tunis.

C'est dans cette perspective que nous lançons un appel pressant à toutes les organisations anti-impérialistes internationales ainsi qu'à tous les démocrates épris de justice et